

# Qui gouverne la science ?

Après deux décennies de réformes aussi incessantes que profondes de l'enseignement supérieur et de la recherche, dont tout le monde connaît à présent l'esprit et les objectifs, il s'agit ici de porter un regard sur les acteurs. Avec « Gouverner la science »\*, Joël Laillier et Christian Topalov livrent une riche enquête sociologique sur les agents de ces réformes qui, progressivement, cherchent à soumettre la science au politique et à imposer un cadre nouveau, celui de la concurrence.

Par MICHEL MARIC, responsable du secteur International

L'ouvrage de Joël Laillier, maître de conférences en sociologie, et Christian Topalov, directeur d'études à l'EHESS, tous deux membres du Centre Maurice-Halbwachs, est une enquête sur les acteurs des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) entre 2004 et 2020. Il y a ceux qui élaborent la doctrine, ceux qui pilotent au sein des ministères, ceux qui la mettent en œuvre sur le terrain. Respectivement, des concepteurs, des états-majors et des officiers subalternes.

## ENFANT DE LA COLÈRE ET D'UN TROUBLE

« Ce livre est né d'une colère », précisent les auteurs dès leur introduction. Colère face à un ordre nouveau progressivement imposé à l'enseignement supérieur et à la recherche depuis le début du siècle. Mais ce livre est surtout né d'un trouble : comment parvient-on à démanteler une organisation de l'ESR qui garantit la qualité de la recherche et qui assure les libertés académiques pour lui substituer un nouveau cadre, celui d'une « concurrence à l'extrême » tant pour la recherche que pour la formation des étudiants, en sommant chacun de « considérer l'innovation technologique et [la] contribution à la croissance économique comme [...] seules priorités » ? Comment peut-on à ce point prendre le risque d'hypothéquer « les possibilités futures de penser librement le monde [...], comme d'en maîtriser l'évolution » ? Comment peut-on conduire ainsi à une tout autre définition de la science, de l'université et de leurs finalités, malgré une communauté savante « qui ne les avaient pas demandé[e]s » et qui « sous diverses formes, s'y opposaient » ?

## LE PERSONNEL DE LA RÉFORME

L'objectif de l'ouvrage est de partir du personnel de la réforme, porte d'entrée pour en décrire la logique, les ressorts et les orientations. Plus que les individus, ce sont leurs caractéristiques sociologiques qui sont ici observées : propriétés sociales, professionnelles, scientifiques. Il s'agit alors d'observer les carrières et les méthodes. Le rôle central occupé par les rapports confiés à l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) au

rythme de 4,7 rapports en moyenne par an jusqu'à 2013, puis 16,6 ensuite ! Auxquels s'ajoutent les rapports parlementaires et les rapports de ceux qui produisent des rapports avec préconisations « sans qu'on ne leur ait rien demandé », à l'instar de la Conférence des présidents d'université (CPU). Et les auteurs de noter : « La réforme se veut fille de la nécessité. Pour convaincre, les réformateurs doivent faire partager un sentiment de crise et d'urgence » avant de « dessiner le chemin qu'il faut prendre ». Inégalités d'accès à l'enseignement supérieur, nécessité de faire face à la massification, préparation insuffisante à la vie professionnelle, échec de l'université face aux défis du monde actuel, recherche insuffisante, université ingouvernable : que n'a-t-on entendu pour tenter de nous convaincre de jeter le bébé, l'eau du bain et in fine de détruire la salle de bains...

On analysera ici tant les CV que les carrières politiques de ministres de l'ESR, on considérera comme « signifiant » que la seule universitaire devenue ministre de l'ESR au cours de cette période n'ait dirigé aucune thèse, bien que professeure de biochimie depuis vingt ans. On observera les cabinets ministériels et les directions centrales, beaucoup moins soumises aux alternances politiques. Un chapitre est consacré aux directions des nouvelles agences nées de la réforme, un autre à celles des institutions d'évaluation. De même, un chapitre très riche traite des nouvelles directions des universités, des reculs démocratiques majeurs en leur sein et d'une professionnalisation des présidents, dont les carrières avant tout administratives sont éloignées de la recherche quand ce n'est pas de la formation... Et l'on mettra en évidence que de plus en plus de présidents d'université ont eu un pouvoir inversement proportionnel à leurs titres scientifiques, témoignant d'un éloignement entre les gouvernants et les gouvernés et d'une organisation à distance croissante d'une (auto)régulation professionnelle. L'ouvrage vaut enfin pour l'intéressant débat sur lequel il s'achève concernant l'existence d'un dessein global qui organiserait les réformes vs l'élaboration progressive d'une doctrine formée en même temps que les coalitions d'acteurs qui l'ont mise en œuvre. ■



« Pour convaincre, les réformateurs doivent faire partager un sentiment de crise et d'urgence. »

\* Gouverner la science. Anatomie d'une réforme (2004-2020), de Joël Laillier et Christian Topalov, Agone, 416 p., 25 €.